

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 1 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

RECYGYPSE

RN 113
11000 Carcassonne

Références : UD34/H2/2023/069
Code AIOT : 0003700842

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/02/2023 dans l'établissement RECYGYPSE implanté ZAE de Viargues - Lieu dit Saint Aubin Haut - 9 rue d'Hélios 34710 Lespignan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYGYPSE
- ZAE de Viargues - Lieu dit Saint Aubin Haut - 9 rue d'Hélios 34710 Lespignan
- Code AIOT : 0003700842
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Recygyipse exploite une installation de recyclage de déchets de plâtre.

Le thème de visite retenu est le suivant :

- Suite de la visite du 28/04/2022

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Respect de l'APMED	AP de Mise en Demeure du 30/06/2020, article 1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite il a été constaté la présence de stocks de déchets de plâtre en extérieur ce qui n'est pas conforme à l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 30 juin 2020.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect de l'APMED

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 30/06/2020, article 1
Thème(s) : Autre, Respect des prescriptions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société Recygypse, dont le siège social est situé RN 113 – 11000 CARCASSONNE, est mise en demeure, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, de supprimer les stockages hors bâtiment de déchets de plâtre actuellement stockés en extérieur.
Constats : Le jour de la visite, il a été constaté la présence d'un stockage de déchets de plâtre non traités estimé avec l'exploitant à 180 m ³ situé à l'extérieur du bâtiment et des « tout abri » (tunnels de stockage couverts). Cet écart avait déjà été relevé lors des visites du 17 juin 2021 et 28 avril 2022. Il est demandé à l'exploitant d'évacuer l'ensemble des déchets stockés hors bâtiments et hors "tout abri" dans un délai d'un mois maximum. Par courriel du 5 avril 2023, l'exploitant transmet à l'inspection un descriptif des installations de recygypse actualisé en particulier la réalisation de « tout abri » pour le stockage du plâtre à l'abri des intempéries. Il est demandé à la société Recygypse de transmettre, en application de l'article R181-46 du code de l'environnement, une évaluation des dangers et inconvénients des modifications réalisées ou projetées depuis le dossier de demande d'autorisation qui a donné lieu à l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2019-I-118 du 6 février 2019.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois